



**REPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE**  
Unité – Dignité – Travail



=====  
**MINISTRE DES  
FINANCES ET DU  
BUDGET**  
=====

---

## **PROJET DE GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP)**

N° d'Identification du Projet : PGNSP – P174620 IDA-V3890

### **TERMES DE REFERENCE**

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) RESPONSABLE DE LA GOUVERNANCE TECHNOLOGIQUE DU PROJET DE  
GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP) DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**AOÛT 2022**

---

Tel : (+236) 72.22.36.36 / 75-50-26-11      Email : [spmprojet.gnsp@gmail.com](mailto:spmprojet.gnsp@gmail.com)

Pays : République centrafricaine  
Zone : Bangui, avec déplacements fréquents dans les régions  
Durée de la mission : Un an (avec possibilité de renouvellement basé sur la performance)  
Début de la mission : Immédiat  
Période d'Essai : Six (06) mois

## **2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION**

La République centrafricaine (RCA), pays totalement enclavé, est un pays fragile, ayant connu plusieurs décennies de crises politico-militaires dont les dernières sont extrêmement violentes. L'insécurité et les déplacements forcés ont aggravé la pauvreté et contribué fortement à la baisse des recettes de l'Etat et à la faible capacité du gouvernement à assurer ses fonctions régaliennes. L'administration est fortement concentrée dans la capitale, Bangui, et dans certaines localités environnantes. Les services déconcentrés n'ont toujours pas les ressources techniques, humaines et financières, ainsi que l'équipement de base, pour mener à bien leurs missions. La capacité de mobilisation des recettes intérieures est faible, ce qui met le pays en situation de carence au niveau des ressources et de forte dépendance à l'égard des aides extérieures. C'est à travers les appuis multiformes des partenaires au développement, notamment la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), que le Gouvernement a pu s'engager dans un processus d'amélioration de la gouvernance financière de l'Etat, en particulier le redressement de la gestion des finances publiques.

Dans la perspective des réformes financières engagées, le gouvernement a pu améliorer l'accomplissement de ses missions de base en matière de gestion des finances publiques et adopter des règles claires pour l'exécution et la comptabilité budgétaires. Un nouveau système d'information sur la gestion financière (SIMBA) avec des fonctionnalités améliorées est en cours de déploiement et d'intégration tout au long de 2022.

Malgré des progrès substantiels, certaines vulnérabilités persistent encore au niveau de l'efficacité de la gestion globale des finances publiques, avec une incidence inéluctable sur la prestation des services et la transparence des marchés publics.

A l'échelle mondiale, on considère que les plateformes numériques publiques et les solutions digitales du gouvernement (GovTech) offrent des occasions de répondre aux griefs des citoyens grâce à une prestation de services plus équitable dans l'ensemble du pays, à une réduction des coûts de transaction, à des institutions gouvernementales plus efficaces et transparentes et à une meilleure prise de décisions fondées sur les données. Cependant, le pays n'a pas encore tiré parti du plein potentiel des plateformes publiques numériques pour améliorer les fonctions de base et introduire de nouvelles façons de servir et d'interagir avec les citoyens, le secteur privé et la société civile, mais aussi donner une voix aux plus vulnérables et tenir le gouvernement responsable.

C'est dans ce contexte, que le Gouvernement a mis en place le Projet de Gouvernance Numérique avec l'appui de la Banque mondiale, et ce dans le but de poursuivre et consolider sa stratégie d'harmonisation de transformation numérique des processus gouvernementaux de base.

## **3. DESCRIPTION DU PROJET**

Le Projet de Gouvernance Numérique du secteur public mobilise les solutions digitales GovTech pour aider à améliorer la capacité et l'efficacité du Gouvernement à fournir des services essentiels à travers le pays, tout en promouvant la transparence et la redevabilité. Le projet devra assurer une assistance technique, une offre de formation structurée, ainsi que des investissements en équipements pour renforcer la capacité du Gouvernement. Les institutions bénéficiaires sont le Ministère des Finances et du Budget ; le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération ; le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et

le Ministère de l'Economie Numérique des Postes et Télécommunications, ainsi que d'autres institutions spécifiques. Le projet financera principalement les activités intégrées au niveau de trois (03) grandes composantes :

### **Composante 1 : Améliorer la gestion des finances publiques.**

Ce volet vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques. À cette fin, ce volet devra (i) renforcer la mobilisation et la gestion des recettes en veillant à ce que les ressources gouvernementales soient disponibles de manière plus durable dans le but de mieux relever les défis identifiés en matière de développement, et (ii) améliorer la gestion des dépenses pour s'assurer l'utilisation efficace et transparente des ressources. Ces deux axes devraient mettre à profit des solutions GovTech, en s'appuyant sur les trois éléments principaux suivants : (i) Renforcer la mobilisation des recettes, (ii) Renforcer le processus budgétaire et la gestion des dépenses de base, et (iii) Améliorer la transparence des marchés publics.

### **Composante 2: Transformer numériquement l'administration publique et la prestation:**

Ce volet devra contribuer à la mise en place d'un environnement favorable à l'utilisation des technologies numériques pour renforcer l'administration publique et améliorer la disponibilité et l'accès à ses services publics. Cet objectif sera atteint par le biais des trois éléments suivants: (i) jeter les bases d'une meilleure connectivité ; (ii) renforcer les bases du gouvernement numérique ; et (iii) faciliter l'accès à des services publics spécifiques.

### **Composantes 3 et 4: Gestion du Projet et Composante d'Intervention d'Urgence Conditionnelle (CIUC) .**

Ce volet vise à soutenir la gestion et la coordination des projets et fournira également un instrument pour faire face à certains facteurs exogènes comme les aléas climatiques, une crise sanitaire ou humanitaire sévère par exemple. Il vise à assurer une gestion efficace des activités ainsi que la bonne coordination de la mise en œuvre du projet. Une sous-composante est également créée et rattachée à cette composante. Composante 4 devra notamment prévoir les dispositions nécessaires au traitement des cas d'urgence pouvant éventuellement perturber les entreprises du secteur public.

**L'Objectif de développement du projet (ODP) PGNSP est de: (i) améliorer l'efficacité et la transparence au niveau de certains aspects clés de la gestion des ressources publiques, et (ii) établir les bases d'un gouvernement numérique sûr et inclusif.**

C'est à ce titre, que l'Unité de Gestion du Projet, placée au sein du Cabinet du Ministre des Finances et du Budget, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage, envisage de recruter **un Responsable de la Gouvernance Technologique.**

## **4. ROLES ET ATTRIBUTIONS DU RESPONSABLE SPECIALISTE DE LA GOUVERNANCE TECHNOLOGIQUE**

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, le/la Responsable de la Gouvernance Technologique est chargé(e) des tâches et missions décrites ci-après :

- Travailler en étroite collaboration avec les entités gouvernementales responsables de la transformation numérique et sur la base des législations applicables et des

meilleures pratiques internationales - pour s'assurer de l'alignement des initiatives, des systèmes et des applicatifs développés dans le cadre du présent projet, sur l'objectif de développement de plateformes partagées et inclusives, et ce à travers la mise à profit d'approches agiles et de design centré sur les besoins des utilisateurs (user needs research), à même de conduire la gestion du changement, et de garantir la sécurité des systèmes, leur interopérabilité, la protection des données à caractère personnelles, et la modernisation de la politique de gestion des données (notamment via l'utilisation du cloud),

- Assurer le suivi, le contrôle et la cohérence technique et technologique des systèmes et services digitaux développés et mis en œuvre dans le cadre du présent projet, en veillant au respect de normes et des objectifs fixés ;
- Superviser et animer les travaux des groupes de travail concernant la mise en œuvre des activités prévues sous les volets GovTech de la Composante 1 et mise en place du Gouvernement Numérique de la Composante 2, notamment en termes de choix techniques et technologiques ;
- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre du Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA), dans les délais et selon les exigences requises, en conformité avec les procédures définies dans les manuels de gestion du projet (MGP);
- Fournir une expertise et un support technique de haut niveau au présent projet, et ce en coordination avec les différents intervenants des diverses activités prévues au niveau des trois composantes (bénéficiaires, Cabinets-conseil en charge de l'exécution, de la maîtrise d'œuvre etc.) ;
- Soutenir l'ensemble du cycle de passation de marchés des technologies numériques et des services-conseils du domaine numérique dans le cadre du présent projet, y compris, mais sans s'y limiter :
  - Identifier les besoins des utilisateurs et des exigences/caractéristiques techniques correspondantes,
  - S'assurer de la prise en compte des standards techniques et technologiques applicables en matière de digitalisation,
  - Contribuer à la rédaction des termes de références et du cahier de charges des acquisitions et des mandats en matière de digitalisation,
  - Appuyer les processus d'évaluation des activités du projet,
  - S'assurer de la mise en place de système de contrôle et validation adéquats pour s'assurer de la fourniture, des biens et services numériques de haute qualité par les fournisseurs, consultants et firmes recrutées dans le cadre de ce projet,
  - Apporter de l'assistance technique aux bénéficiaires du projet dans la mise en œuvre du marché,
  - Examiner les documents techniques et les rapports d'avancement soumis par les consultants et les firmes chargés des études techniques ;
  - Procéder aux analyses, chaque fois que nécessaire, dans le but d'informer la prise de décision.
- Se tenir au courant de l'évolution du secteur ayant un impact sur le projet, y compris, mais sans s'y limiter, les questions et les initiatives actuelles et émergentes en matière des Technologies de l'Information et de politiques numériques, des mesures prises par le gouvernement, des instances régionales ou d'autres activités financées par les

partenaires techniques et de développement dans le secteur (i.e. Banque Africaine de Développement, Union Européenne, PNUD, ITU, CEMAC, Smart Africa, etc.),

- Appuyer le renforcement durable des capacités et des compétences en matière de digitalisation et d'usages des technologies, ainsi qu'au niveau de la gestion du changement auprès des bénéficiaires et des membres de l'UGP ;
- Se tenir au courant, partager et promouvoir au niveau du gouvernement et auprès des bénéficiaires du projet, les meilleures pratiques internationales ainsi que les évolutions les plus récentes en matière de digitalisation,
- Identifier et gérer les risques stratégiques, et, au besoin, les remonter et les partager avec les principaux intervenants,
- Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de suivi et d'évaluation du projet, aux activités de sauvegardes environnementales et sociales, et aux activités de communication du projet,
- Assister le coordonnateur du projet dans la mise en œuvre des recommandations des audits et des missions de supervision de la Banque mondiale, Participer à la coordination et la préparation des missions de supervision, dont la participation à l'élaboration de rapports de mise en œuvre du projet,
- Assurer toute autre tâche qui lui est confiée par le coordonnateur du projet, nécessaire à la mise en œuvre du projet.

## 5. LIEU DE TRAVAIL

Le/La **Responsable de la Gouvernance Technologique** sera basé(e) à Bangui, capitale de la RCA et peut être délocalisé(e) en cas de force majeure. Il/Elle devra entreprendre des missions dans les zones d'intervention du Projet.

## 6. ÉLIGIBILITE / QUALIFICATIONS

Les qualifications requises pour ce poste sont les suivantes :

- Avoir au moins un diplôme de Bac +5 en Gestion, Management, Economie, Ingénierie ou lié aux Sciences des Technologies et de l'Informatique,
- Disposer d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans la mise en œuvre de projet de transformation digitale , notamment au travers d'une ou plusieurs fonctions touchant de près ces divers domaines techniques et de gestion:
  - Développement de spécifications techniques et d'exigences fonctionnelles et technologiques pour des plateformes et systèmes numériques,
  - Développement des systèmes d'information,
  - Développement logiciel,
  - Intégration et interopérabilité de systèmes d'information
  - Cybersécurité
  - Gestion des données
  - Planification stratégique axée sur le résultat
  - Passation de marchés et approvisionnement
  - Gestion de projets
  - Gestion du changement
  - Sensibilisation et éducation

- Disposer d'au moins 5 ans d'expérience probante en matière de gestion et/ou de collaboration d'équipes multidisciplinaires dans la mise en œuvre de projets numériques (y compris par exemple de concepteurs, de chefs de produit, de chercheurs utilisateurs et de développeurs),
- Disposer de connaissance pratique des méthodologies de développement agile et centrées sur les utilisateurs (conduite ou utilisation de recherches d'utilisateurs),
- Avoir des connaissances techniques (théoriques et/ou pratiques) des plateformes numériques intégrés (portail des services électroniques, applications et services électroniques pour secteurs sociaux et économiques, cloud computing, réseaux internes du gouvernement, interopérabilité des systèmes),
- Avoir des connaissances techniques (théoriques et/ou pratiques) de la cybersécurité, de la gouvernance des données, et des technologies émergentes (intelligence artificielle, blockchain, big data, Cloud computing, biométrie, mobile),
- Démontrer une capacité à véhiculer une vision d'avenir convaincante en matière de transformation digitale,
- Expérience professionnelle pertinente dans le domaine des télécommunications, de la mise en place d'Infrastructures numériques et idéalement de réseaux en fibre optique serait un atout;
- Avoir des connaissances théoriques sur les problématiques liées au cadre réglementaire et légal des Communications électroniques.
- Disposer d'une expérience professionnelle au sein ou au service de l'administration publique centrafricaine serait un atout,  
Démontrer de bonne connaissance de l'économie numérique en Afrique centrale,
- Excellentes compétences en communication écrite et orale en Français sur des sujets techniques et non techniques,
- Avoir une capacité avérée à préparer, présenter et discuter de manière claire et concise des recommandations à des niveaux supérieurs et à produire des éléments livrables tels que des mémorandums, des recommandations, des documents relatifs aux exigences et des rapports d'état,
- Avoir une excellente maîtrise des outils informatiques (Microsoft Office, systèmes de gestion de bases de données, gestion électronique des documents, etc.),
- Toute forme d'expérience internationale est un atout.

## **6. CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le/la Responsable de la Gouvernance Technologique travaillera au sein de l'unité de gestion du Projet. Au cours des missions en province, le/la Responsable de la Gouvernance Technologique travaillera dans les services déconcentrés des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet. Le Projet mettra à la disposition du Responsable de la Gouvernance Technologique les équipements et matériels nécessaires à l'exercice de sa mission.

## **7. COMPORTEMENT ET ATTITUDE**

- Savoir faire preuve d'initiatives, être persévérant ;
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
- Avoir un vrai sens du résultat, attester d'un solide esprit entrepreneurial et de fortes capacités d'analyse, être méthodique, organisé et rigoureux ;
- Être autonome avec une (un minimum) forte capacité d'encadrement et de bonnes qualités relationnelles, notamment savoir collaborer avec une diversité d'interlocuteurs ;

- Savoir coordonner des équipes sur des projets divers et prouvé une grande capacité de gestion dans un univers technique et fragile ;
- Être en mesure de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Avoir un sens aigu des responsabilités, tout en étant courtois, disponible et patient ;
- Avoir un sens aigu du travail en équipe et savoir valoriser le potentiel de chaque membre, et avoir une grande capacité d'adaptation ;
- Vision stratégique, capacité d'analyse et d'intégration,
- Esprit curieux et avant-gardiste,
- Parcours d'accomplissement et de conduite de tâche de façon autonome,
- Solides compétences interpersonnelles, de communication, capables de travailler efficacement en équipe et de travailler dans un environnement multiculturel,
- Être de bonne moralité et capable d'accepter les critiques afin de s'améliorer.

## **8. MODE DE RECRUTEMENT**

Le recrutement pour le poste du/de Responsable de la Gouvernance Technologique se fera selon les points 7.36 et 7.37 de la méthode de sélection des consultants individuels définie dans le Règlement de Passation des Marchés daté de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Les performances du Responsable de la Gouvernance Technologique seront évaluées chaque année sur la base d'un contrat de performance établi conjointement, avec indication des résultats fixés. Les critères d'évaluation seront définis avec l'Unité de Gestion de Projet en collaboration avec les Ministères bénéficiaires et les résultats de l'évaluation seront partagés avec le Gouvernement et la Banque mondiale.

Le recrutement se fera suivant une procédure compétitive et sera effectué par appel à candidatures.

Il comportera deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV et lettre de motivation ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés, sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les candidatures devront être déposées par voie soit électronique, (e-mail : [spmprojet.gnsp@gmail.com](mailto:spmprojet.gnsp@gmail.com)/ [assistantespm.projetagir@gmail.com](mailto:assistantespm.projetagir@gmail.com)/ [secretariat.projetagir@gmail.com](mailto:secretariat.projetagir@gmail.com) soit physique à l'adresse suivante : Bâtiment de l'ancienne CAADE, Rue Abdel GAMAL NASSER, au Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Elles devront comprendre :

Une lettre de motivation de trois (03) pages maximums mettant en avant l'expérience professionnelle et les compétences pertinentes aux termes de références du poste ;

Un CV détaillé incluant trois (3) références professionnelles ;

Une copie légalisée du ou des diplômes ;

Une copie des attestations de travail figurant dans le CV ;

Les candidats (es) présélectionnés (ées) devront fournir qu'ils/elles remplissent les critères de sélection avant l'entretien.

Fait à Bangui, le \_\_\_\_\_